



FAWE

Forum for African Women Educationalists
Forum des éducatrices africaines

FAWE House, Chania Avenue
Off Wood Avenue, Kilimani
P.O. Box 21394 - 00505
Ngong Road, Nairobi, Kenya
Tel: +254 20 387 3131 / 3351
Fax: +254 20 387 4150

**DISCOURS DE LA DIRECTRICE EXECUTIVE DU FORUM DES
EDUCATRICES AFRICAINES AU LANCEMENT DE LA REVUE DU
RAPPORT SUR LE GENRE DE GEM EN AFRIQUE,
26 AVRIL 2018, SAFARI PARK HOTEL, NAIROBI**

[TOUS LES PROTOCOLES APPROPRIÉS]

Tous les distingués invités.

Bonsoir.

Au nom du Conseil d'Administration Afrique du Forum des Educatrices Africaines (FAWE) et en mon nom personnel, nous sommes très heureux de rejoindre le Secrétaire du Cabinet Kenyan pour l'Education AMB. Hon. Amina Mohamed à ce lancement du 6ème Rapport d'Evaluation sur le Genre en Afrique du Rapport Mondial de Suivi sur l'Education 2018 sous le thème «Responsabilité pour l'Egalité des Sexes dans l'Education»

Mesdames et messieurs,

Le FAWE est une ONG panafricaine dirigée par des femmes africaines œuvrant en faveur de l'égalité des sexes et de l'équité dans l'éducation à travers le continent.

En tant que membre du Conseil Consultatif Mondial du GEMR dont la composition reflète la copropriété du Rapport GEM et l'engagement à faire de la promotion de l'éducation pour tous, en particulier pour les filles et les femmes, une activité largement partagée, le FAWE est fière de faire partie du Rapport Mondial de Suivi sur l'Education 2018.

Au cours de ses 25 années d'existence, le FAWE a influencé les changements positifs dans le paysage politique de nombreux États africains. Le FAWE s'est engagé avec les gouvernements, les écoles et les communautés pour développer, mettre en œuvre et promouvoir des politiques et des pratiques qui favorisent l'éducation des filles et des femmes.

Par exemple, la campagne "*Envoyez votre fille à l'école*" au cours des premières années a convaincu de nombreux parents à permettre à leurs filles d'exercer leurs droits à l'éducation, ce qui a permis à la majorité des pays d'atteindre la parité entre les sexes dans les inscriptions à l'école primaire et de prendre des mesures pour s'assurer que les filles ne sont pas seulement inscrites mais soient accompagnées pour rester scolarisées jusqu'à ce qu'elles finissent.

Nous croyons fermement que bon nombre des réalisations soulignées dans le rapport lancé ce soir sont le fruit de certains de nos engagements antérieurs.

Mesdames et messieurs,

Ce lancement arrive à un moment opportun où les dirigeants africains et les principaux acteurs dans la sphère de l'éducation se réunissent à Nairobi pour réfléchir sur les succès et les enseignements tirés des systèmes éducatifs transformant et qui les ont transformé mais également la manière dont ils contribuent à la vision de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine « L'Afrique que nous voulons »; une Afrique prospère basée sur une croissance inclusive et un développement durable; et une Afrique dont le développement est axé sur les personnes, relayant le potentiel du peuple africain, en particulier de ses femmes et de ses jeunes.

Ce lancement intervient également à un moment où le FAWE et ses partenaires ont apporté à cette conversation la Stratégie d'Egalité des Genres pour la Stratégie d'Education Continentale de l'Union Africaine pour l'Afrique CESA 16-25. Cette Stratégie d'Egalité des Genres est non seulement **un outil pour** guider les États africains sur la meilleure intégration de l'inclusion, de l'équité et de l'égalité des sexes dans l'éducation mais aussi un cadre de suivi sensible au genre lequel permettra aux Etats Membres de l'Union Africaine de mesurer le

progrès vers l'égalité entre les sexes et ses bénéfices au développement aux niveaux national, sous-régional et continental.

Mesdames et messieurs,

Ce Rapport d'Evaluation sur le Genre en l'Afrique évoque: la nécessité d'une refonte des attitudes et des stéréotypes sexistes dans l'environnement d'apprentissage scolaire; le sort des femmes dans le leadership; et la capacité ou l'absence de collecter des données de ces derniers par les pays africains, y compris l'utilisation d'outils TIC.

Il y a un besoin urgent d'une transformation radicale de l'attitude et des comportements sexistes parmi les enseignants, les communautés et les étudiants, en particulier les filles et les jeunes femmes. Selon un examen dans 24 pays, plus de la moitié des enseignants ont constaté que les codes de conduite avaient un impact très important sur la réduction des comportements répréhensibles. Le rapport recommande l'utilisation d'approches à l'échelle de l'école pour lutter contre le comportement des élèves qui porte atteinte au droit à l'éducation de leurs pairs.

Mesdames et messieurs,

Concernant le sort des femmes occupant des postes de leadership, ce rapport confirme l'existence d'un plafond strict pour les femmes aux postes de direction dans les écoles. Fait intéressant, même avec tout ce que nous savons de la féminisation de la main-d'œuvre

enseignante, on accorde moins d'attention au déséquilibre continu dans la gestion de l'éducation et les postes de direction connexes, en faveur des hommes. Tout cela va à l'encontre des preuves documentées que les femmes occupant des postes de direction dans l'éducation fournissent des modèles qui peuvent encourager la rétention des étudiantes à l'école. Cela doit en effet s'arrêter et le temps d'agir c'est MAINTENANT!

Mesdames et messieurs,

Ce Rapport d'Evaluation sur le Genre met en évidence les problèmes de capacité des pays africains en matière de collecte de données. Plus précisément, le rapport évoque la capacité, ou non, de recueillir et de publier régulièrement des données désagrégées sur le genre et la nécessité d'harmoniser les instruments de suivi et de collecte de données à travers le continent avec une perspective genre à la fois collecte et analyse.

Il souligne en outre le fait que la plupart des pays ne recueillent et ne publient pas régulièrement des données sur le genre dans la direction de l'éducation. Dans le cas où les données sont disponibles, il est souvent difficile de les comparer avec les pays car les définitions et les titres diffèrent d'un pays à l'autre, tout comme les niveaux d'éducation auxquels les données sont agrégées ou publiées.

Mesdames et messieurs,

La Stratégie pour l'Egalité des Sexes pour le CESA 16-25 présente les approches stratégiques pour les États Membres Africains de lutter contre les inégalités entre les sexes et fournit un mécanisme pour intégrer le genre dans les plans d'éducation pour atteindre l'égalité des sexes dans l'éducation. En outre, il aide également les responsables de la mise en œuvre du CESA 16-25 à comprendre comment positionner le genre dans les domaines d'action respectifs, y compris en ce qui concerne les cadres de suivi opérationnel et rapport.

Les recommandations:

Nous exhortons donc les gouvernements africains à;

1. Intégrer cette Stratégie pour l'Egalité des Sexes pour les CESA 16-25 dans leurs plans respectifs d'éducation nationale et leurs processus de mise en œuvre.
2. Renforcer les Systèmes Nationaux de Gestion de l'Information en Education (EIMS), notamment en allouant les ressources humaines et financières adéquates et en dotant les institutions concernées pour la collecte et l'analyse de données sensibles au genre.
3. Afin de mieux suivre les progrès, les pays devront renforcer un cadre de Suivi et d'Evaluation pour **suivre la mise en œuvre de l'intégration de la dimension de genre dans le secteur de**

l'éducation. Cela s'ajoute à l'intégration de la dimension genre dans les mécanismes d'assurance qualité et les cadres de suivi et d'évaluation.

En conclusion mesdames et messieurs,

Pour amener un changement systémique et intégrer l'équité, les principes d'égalité et de qualité dans l'éducation demandent une application des approches en amont et en aval. Étant donné que les États Membres Africains se situent à des niveaux de développement différents, il est nécessaire que chaque pays hiérarchise ses domaines d'intervention en élaborant ses propres plans et programmes d'éducation.

Pour que les États membres parviennent à une transformation positive, ils doivent donner la priorité à l'égalité des sexes en tant qu'élément fondamental du développement tant national que continental.

Il est donc important que chaque État Membre utilise les leçons disponibles dans le cadre de l'accent renouvelé sur l'éducation et l'inclusion des filles pour améliorer leurs propres systèmes.

Surtout, les États Membres sont particulièrement encouragés à donner la priorité à l'inclusion des personnes les plus défavorisées et marginalisées; réduire l'écart d'apprentissage pour les filles ayant de multiples handicaps, y compris celles économiquement défavorisées,

les orphelins, les pauvres dans les zones rurales, les personnes handicapées, les réfugiés, les personnes déplacées et ceux qui vivent dans les zones de conflit et d'après conflit.

J'espère sincèrement que ce rapport contribuera au travail que vous faites tous pour faire progresser l'éducation des filles et des femmes.

Je vous remercie pour votre attention;

Bonne soirée.